

AUDECA Fabre Noutary & Associés

FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE

351 boulevard du Président Wilson
33073 - BORDEAUX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Ce rapport contient 5 pages en dehors des comptes annuels annexés
soumis au visa du commissaire aux comptes



183 cours du Médoc
BP 10125
33041 Bordeaux Cedex
T. +33 (0)5 57 81 02 60

35 rue J. J. Rousseau
33340 Lesparre
T. +33 (0)5 56 41 69 48

76 avenue du Mal Foch
Bat A1-0004
40130 Capbreton
T. +33 (0)5 58 43 98 58

FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE

351 boulevard du Président Wilson – 33073 BORDEAUX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de la fédération CITOYENS ET JUSTICE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fédération à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



183 cours du Médoc – BP 10125 – 33041 BORDEAUX Cedex / Téléphone : 05 57 81 02 60
S.A.S. au capital de 333 000 € - RCS BORDEAUX 402 893 309 – NAF 6920Z

AUDECA Fabre Noutary & Associés, société inscrite au tableau régional de l'Ordre des Experts-Comptables de la région de Nouvelle-Aquitaine et sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes rattachée à la CRCC de Grande Aquitaine

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans la note "INTRODUCTION" de l'annexe des comptes annuels ;
- l'action de formation continue exposé dans la note « Autres information » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53-9 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une



anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bordeaux, le 18 mai 2026

Pour **AUDECA FABRE NOUTARY & ASSOCIES**

Commissaire aux comptes



Lucas SARLANGE

Commissaire aux comptes, Associé



BILAN ACTIF

FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Valeur au 31/12/2025			% de l'actif	Valeur au 31/12/2024	% de l'actif
	brute	amort. & dépréc.	nette			
Frais d'établissement						
Immobilisations incorporelles						
Frais de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences,	384	384				
Autres immobilisations incorporelles						
Immob. incorp. en cours, av. acptes						
Immobilisations corporelles				14,86		18,69
Terrains						
Constructions	318 505	219 204	99 301		108 119	
Inst. techniques, matériel et outillages ...						
Autres immobilisations corporelles	59 404	55 221	4 183		8 291	
Immob. corp. en cours, av. acptes					3 600	
Biens reçus legs /donat. dest. être cédés						
Immobilisations financières				0,29		0,31
Participations	2 013		2 013		1 983	
Créances rattachées à des particip.						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ (I)	380 307	274 810	105 498	15,15	121 992	19,00
Stocks et en-cours						
Créances				10,50		16,00
Créances Clients, usagers et cptes ratt.	58 702		58 702		78 691	
Clients douteux, litigieux	3 310	3 310				
Créances reçues par legs ou donations						
Autres créances	9 184		9 184		13 980	
Charges constatées d'avance	5 227		5 227		10 077	
Valeurs mobilières de placement						
Instr. financiers à terme, jetons détenus						
Disponibilités	517 703		517 703	74,35	417 366	65,00
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (II)	594 126	3 310	590 816	84,85	520 113	81,00
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement emprunts (IV)						
Écarts de conversion diff. éval. - Actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I + II + III + IV + V)	974 433	278 120	696 314	100	642 106	100

BILAN PASSIF

FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Valeur au 31/12/2025	% du passif	Valeur au 31/12/2024	% du passif
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves		10,29		11,16
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves pour projet de l'entité	71 658		71 658	
Autres réserves				
Report à nouveau	188 784	27,11	134 258	20,91
Excédent ou déficit de l'exercice	50 794	7,29	54 526	8,49
Situation nette (sous-total)	311 236	44,70	260 442	40,56
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL DES FONDS PROPRES (I)	311 236	44,70	260 442	40,56
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés	15 900	2,28	30 000	4,67
TOTAL DES FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)	15 900	2,28	30 000	4,67
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	97 819	14,05	100 538	15,66
TOTAL DES PROVISIONS (III)	97 819	14,05	100 538	15,66
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			8 582	1,34
Emprunts et dettes financières diverses				
Instruments financiers à terme				
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	8 996	1,29	29 295	4,56
Fournisseurs, factures non parvenues	16 639	2,39	14 511	2,26
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	161 180	23,15	159 898	24,90
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	5 943	0,85	4 841	0,75
Produits constatés d'avance	78 600	11,29	34 000	5,30
TOTAL DES DETTES (IV)	271 358	38,97	251 126	39,11
Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I + II + III + IV + V)	696 314	100	642 106	100

COMPTE DE RÉSULTAT

FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Valeur au 31/12/2025	Valeur au 31/12/2024	Variation	
			en valeur	en %
Produits d'exploitation				
Cotisations	218 332	172 563	45 769	26,52
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
<i>dont ventes de dons en nature</i>				
Ventes de prestations de services	411 588	481 860	-70 272	-14,58
<i>dont parrainages</i>				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	727 962	714 000	13 962	1,96
Versements des fondateurs ou cons. dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières	9 100	13 000	-3 900	-30,00
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	17 055	563	16 492	
Produits des cessions d'immobilisations incorp. et corp.				
Utilisations des fonds dédiés	14 100		14 100	
Autres produits	888	9 830	-8 943	-90,97
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 399 025	1 391 816	7 209	0,52
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Autres achats et charges externes	286 745	298 948	-12 203	-4,08
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	62 804	60 193	2 611	4,34
Salaires	682 523	679 105	3 418	0,50
Cotisations sociales	275 162	273 120	2 043	0,75
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	16 125	14 050	2 075	14,77
Dotations aux provisions	14 336	6 619	7 717	116,59
Valeur comptable des immobs. incorp. et corp. cédées				
Report des fonds dédiés				
Autres charges	12 226	8 247	3 979	48,25
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 349 922	1 340 283	9 639	0,72
1-RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	49 104	51 534	-2 430	-4,72

COMPTE DE RÉSULTAT

FEDERATION CI TOYENS ET JUSTICE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Valeur au 31/12/2025	Valeur au 31/12/2024	Variation	
			en valeur	en %
Produits financiers				
De participation	1 739	2 294	-555	-24,19
D'autres valeurs mobilière et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits de cessions d'immobilisations financières				
Produits nets sur cessions de VMP, d'instruments de trésor.				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	1 739	2 294	-555	-24,19
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées	48	288	-240	-83,21
Différences négatives de change				
Valeur comptable des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de VMP, d'instruments de trésor.				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	48	288	-240	-83,21
2-RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	1 691	2 006	-315	-15,71
3-RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	50 794	53 540	-2 745	-5,13
Produits exceptionnels (V)		3 094	-3 094	-100,00
Charges exceptionnelles (VI)		2 108	-2 108	-100,00
4-RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		986	-986	-100,00
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	1 400 765	1 397 205	3 560	0,25
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	1 349 970	1 342 679	7 291	0,54
EXCÉDENT OU DÉFICIT	50 794	54 526	-3 731	-6,84
Contributions volontaires en nature				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat	131 671	165 041	-33 370	-20,22
TOTAL DES CONTRIB. VOLONTAIRES EN NATURE	131 671	165 041	-33 370	-20,22
Charges des contributions volontaires en nature				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole	131 671	165 041	-33 370	-20,22
TOTAL CHARGES DES CONTRIB. VOLONTAIRES EN NAT.	131 671	165 041	-33 370	-20,22
TOTAL	50 794	54 526	-3 731	-6,84

PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

L'objet social de l'entité est :

La fédération et les adhérents répondant aux missions de service public qui leur sont déléguées, sont signataires d'une charte nationale d'engagements réciproques Citoyens & Justice et s'engagent à :

- Respecter le cadre déontologique de la charte de Citoyens & Justice
- Participer à l'éducation, l'accompagnement, l'insertion, et la réinsertion,
- Favoriser l'individualisation de la réponse en intra et en infra judiciaire, pour les mis en cause et les victimes,
- Contribuer au développement de toute forme de résolution des conflits,
- Promouvoir le développement des différentes modalités d'exécution de peines, des alternatives à la détention et des aménagements de peine,
- Initier notamment par l'expérimentation, de nouvelles mesures répondant à l'évolution du contexte socio-judiciaire,
- Contribuer à la promotion des mesures socio judiciaires tant sur le plan européen qu'international,
- Contribuer au développement de toutes mesures judiciaires pénales notamment innovantes, ayant pour objectif la prévention de la délinquance,
- Faciliter les passerelles entre les différents dispositifs permettant un retour effectif des mis en cause dans la Société.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées sont :

La fédération représente les intérêts communs de ses adhérents et des bénéficiaires de leurs actions et défend les conditions et moyens indispensables à la réalisation des missions confiées aux associations.

Elle communique sous toutes formes sur les finalités et l'objet de la fédération.

Les moyens mis en oeuvre sont :

La fédération se donne tous moyens d'actions qu'elle juge nécessaires pour répondre à ses finalités et à son objet, notamment à :

- Veiller au respect de la charte d'engagements réciproques de Citoyens & Justice et à contribuer à son application dans l'ensemble des juridictions,
- Développer les relations avec les interlocuteurs institutionnels et associatifs, aider et promouvoir les démarches nationales et locales de partenariat,
- Contribuer à l'élaboration des textes législatifs et réglementaires,
- Participer avec les ministères concernés à l'élaboration de tous dispositifs facilitant l'exercice des missions socio judiciaires,
- Soutenir la création et le développement d'associations permettant l'égalité de traitement des justiciables sur l'ensemble du territoire,
- Développer la communication en lien avec ses finalités et ses objectifs, et exprimer publiquement ses positions,
- Assurer la formation des administrateurs, des intervenants et de tout autre partenaire,
- Organiser des rencontres et manifestations,
- Mener des études dans ses domaines d'activité,
- Participer et concourir aux échanges concernant les mesures socio judiciaires tant sur le plan européen qu'international.

PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

Autres informations :

L'association développe des actions de formation continue s'inscrivant dans le cadre de son objet social tel que défini à l'article premier de ses statuts.

Les modalités d'exercice de cette activité évoluant au regard de la nature même des formations dispensées, du public visé, des prix pratiqués et de l'environnement potentiellement concurrentiel, une analyse approfondie est actuellement en cours afin d'appréhender le cadre fiscal approprié.

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat clos le 31/12/2025 est de 696 313,53 Euros. Le compte de résultat de l'exercice dégage un bénéfice de 50 794,36 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Ces comptes annuels ont été établis le 26/02/2026.

D'autre part, aucun fait significatif ne mérite une information particulière.

Par ailleurs, nous apportons le complément d'informations suivant :

Continuité d'exploitation :

A ce jour, la Fédération n'a pas connaissance du montant de la subvention du SADJAV pour l'exercice 2026.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : comparabilité et continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

INTRODUCTION

Les comptes annuels au 31/12/2025 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement n° 2022-06 du 4 novembre 2022, modifiant le règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, amendé par le règlement n° 2018-06.

La présentation des états financiers a été modifiée pour l'exercice clos le 31/12/2025 en raison de l'application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers, obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

L'application de ces règlements constitue un changement de méthodes comptables résultant d'un changement de présentation et de réglementation comptable, au sens de l'article L.123-17 du Code de commerce et des articles 831-1 et suivants du Plan Comptable Général.

Ce changement porte principalement sur la présentation des états financiers, notamment :

- la nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel,
- la suppression de certains postes ou techniques comptables antérieures (notamment les transferts de charges),
- des reclassements de postes du bilan et du compte de résultat, effectués afin de se conformer aux nouveaux modèles prévus par le règlement.

Conformément aux dispositions transitoires prévues par les règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03, les effets du changement de méthodes comptables ont été déterminés à l'ouverture de l'exercice.

L'impact global de ces changements est sans incidence sur le résultat et les capitaux propres, les modifications opérées portant essentiellement sur la présentation et le classement des informations comptables.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode rétrospective.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Évaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement).

Traitement des amortissements pour dépréciation

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire.

Durée d'utilisation ou d'usage en fonction de la nature des immobilisations

	Durée d'utilisation (en années)	Fourchette des durées
Constructions	40,00	3 À 5
Matériel informatique		
Mobilier	10,00	

CRÉANCES - DETTES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

COTISATIONS

Informations concernant la comptabilisation des cotisations

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de l'émission de l'appel. En effet, l'association pouvant justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

Concernant la comptabilisation des cotisations, le fait générateur correspond à l'engagement des cotisations.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Informations concernant la comptabilisation des contributions volontaires

Conformément à l'article 211-2 du règlement ANC n°2018-06, les contributions volontaires en nature sont valorisées et comptabilisées dans des comptes de classe 8. En effet les conditions posées par cet article sont réunies, à savoir :

- La nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'association FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE.
- L'association FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

Les contributions volontaires effectuées à titre gratuit (bénévolat) ont fait l'objet d'une valorisation.

Nature du bénévolat : participation des membres du conseil d'administration à des réunions, auditions, commissions et groupes de travail au cours de l'exercice 2025.

Valorisation horaire : 47 €

Nombre d'heures : 2 801,50

Montant global de la valorisation inscrite dans les comptes : 131 671 €.

Suite à l'entrée en vigueur du règlement 2018-06, cette valorisation a été enregistrée en comptabilité pour le même montant dans la classe 8 et apparaît en pied du compte de résultat.

ETAT DES IMMOBILISATIONS

FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

TABEAU DES IMMOBILISATIONS

	V. brute des immobs début d' exercice	Augmentation	
		suite à rééval.	acquisition
Immobilisations incorporelles			
Autres immobilisations incorporelles	937,25		
TOTAL	937,25		
Immobilisations corporelles			
Constructions sur sol propre	182 393,38		182 393,38
Constructions inst. générales, agencts, aménagements construct.	136 112,10		
Installations générales, agencements et aménagements divers	777,40		
Matériel de bureau, informatique & mobilier	59 537,85		
Immobilisations corporelles en cours	3 600,00		12 960,00
TOTAL	382 420,73		195 353,38
Immobilisations financières			
Autres participations	1 982,50		30,50
TOTAL	1 982,50		30,50
TOTAL GENERAL	385 340,48		195 383,88

ETAT DES IMMOBILISATIONS

FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Diminution		Valeur brute des immobs fin ex.	Réévaluation légal/Valeur d'origine
	par virt poste	par cession		
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles		553,08	384,17	
TOTAL		553,08	384,17	
Immobilisations corporelles				
Constructions sur sol propre		182 393,38	182 393,38	
Constructions inst. générales, agencements			136 112,10	
Inst. générales, agencements et aménag. divers			777,40	
Matériel de bureau, informatique & mobilier		910,76	58 627,09	
Immobilisations corporelles en cours		16 560,00		
TOTAL		199 864,14	377 909,97	
Immobilisations financières				
Autres participations			2 013,00	
TOTAL			2 013,00	
TOTAL GENERAL		200 417,22	380 307,14	

ETAT DES AMORTISSEMENTS

FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

	Durée util., taux d'amort., fourchette	Mode d'amort.	Amort. cumulés début exercice	Dotation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Amort. cumulés fin exercice
Immobilisations incorporelles						
Autres immobs incorporelles			937,25		553,08	384,17
TOTAL			937,25		553,08	384,17
Immobilisations corporelles						
Constructions sur sol propre			85 598,15	4 559,83		90 157,98
Const. inst. gén., agencs			124 788,08	4 258,08		129 046,16
Inst. générales, agencs divers			688,32	38,87		727,19
Matériel de bureau, informatique			51 336,38	4 068,50	910,76	54 494,12
TOTAL			262 410,93	12 925,28	910,76	274 425,45
TOTAL GENERAL			263 348,18	12 925,28	1 463,84	274 809,62

ETAT DES CRÉANCES

FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	3 310,00	3 310,00	
Autres créances clients	58 702,00	58 702,00	
Autres impôts, taxes et versements	7 000,00	7 000,00	
Débiteurs divers	2 184,00	2 184,00	
Charges constatées d'avance	5 227,00	5 227,00	
TOTAL	76 423,00	76 423,00	

COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF

FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montant
Exploitation	5 227,00
TOTAL	5 227,00

PRODUITS À RECEVOIR

	Montant
Créances clients et comptes rattachés	1 500,00
Autres créances	9 127,42
TOTAL	10 627,42

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Réserves					
Réserves pour projet de l'entité	71 657,85				71 657,85
Report à nouveau	134 258,33	54 525,75			188 784,08
Excédent ou déficit de l'exercice	54 525,75		50 794,36	54 525,75	50 794,36
TOTAL	260 441,93	54 525,75	50 794,36	54 525,75	311 236,29

SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

TABLEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Les fonds dédiés se rapportent à des subventions versées au cours d'une année et dont les charges n'ont pu être engagées au cours de ce même exercice.
La subvention du Ministère de la Justice de 520 000 € pour le projet du SADJAV a été signée en 2022. Une étude doit être réalisée sur l'équipement logiciel des associations socio-judiciaires. Son coût est estimé à 30 000 €. Le projet avait débuté au cours de l'exercice 2024 et s'est surtout déployé en 2025.

	À l'ouverture de l'exercice montant global	Report	Utilisation		Transfert	À la clôture de l'exercice	
			montant global	dont remboursement		montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Ministère de la Justice - SADJAV	30 000,00		14 100,00			15 900,00	
TOTAL	30 000,00		14 100,00			15 900,00	

ETAT DES PROVISIONS

FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Montant au début de l'exercice	Augmentation dotation de l'exercice	Diminution reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires	100 537,00	14 336,00	17 055,00	97 818,00
TOTAL	100 537,00	14 336,00	17 055,00	97 818,00
Provisions pour dépréciations				
Sur comptes clients	110,00	3 200,00		3 310,00
TOTAL	110,00	3 200,00		3 310,00
TOTAL GÉNÉRAL	100 647,00	17 536,00	17 055,00	101 128,00
Dont dotations & reprises d'exploitation		17 536,00	17 055,00	

ETAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	25 635,00	25 635,00		
Personnel et comptes rattachés	61 045,00	61 045,00		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	88 389,00	88 389,00		
Autres impôts et taxes assimilées	11 746,00	11 746,00		
Autres dettes	5 943,00	5 943,00		
Produits constatés d'avance	78 600,00	78 600,00		
TOTAL	271 358,00	271 358,00		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice 8 582,00

COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF

FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montant
Exploitation	78 600,00
TOTAL	78 600,00

CHARGES À PAYER

	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 639,00
Dettes fiscales et sociales	100 249,00
Autres dettes	4 943,00
TOTAL	121 831,00

ENGAGEMENTS

FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 97 819,00 Euros.

Cet engagement a été comptabilisé.

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants :

Taux de charge	50,00
Taux d'actualisation	3,96
Départ volontaire à	65 ans
Progression salariale	2 %
Rotation du personnel	: lente

ORIGINE DES RESSOURCES

FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Concours publics	Subventions	Contributions financières
Ministère de la Justice		665 801,00	
Ministère délégué chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes		60 000,00	
ANRT		1 361,12	
Fondation M6			6 000,00
Fondation de France			2 500,00
Conseil régional Nouvelle Aquitaine		800,00	
Mutuelle Matmut Ociane			600,00
TOTAL		727 962,12	9 100,00

HONORAIRES COMMISSAIRES AUX COMPTES

FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

MONTANT DES HONORAIRES VERSÉS AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

	Montant N	Montant N-1
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :	7 056,00	6 817,00
TOTAL	7 056,00	6 817,00

LES EFFECTIFS

FEDERATION CITOYENS ET JUSTICE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

RÉMUNÉRATIONS DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

Les membres du conseil d'administration et du bureau sont tous des bénévoles. Par conséquent, ils ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat. Néanmoins, conformément à l'article 8 du règlement intérieur, ils ont droit au remboursement des frais de déplacement.

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles ou salariés sont la Présidente, le Trésorier et le Directeur.

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe car elle conduirait indirectement à donner une information confidentielle.

EFFECTIFS MOYENS

L'effectif de la fédération, tenant compte des heures rémunérées des formateurs, est de 12,4 ETP en 2025 contre 13 ETP en 2024.